

DISCOURS DE SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI À L'OCCASION DE LA PRESENTATION ET DE LA DEDICACE DE L'OUVRAGE :

Une Nation en Marche : 60 ans de pièges déjoués, Ndayishimiye et le nouveau chapitre du Burundi.

Au nom du Seigneur Tout Puissant, Tout Miséricordieux,

Excellences Mesdames et messieurs,

Je salue d'abord la présence du vice-Président et du Premier Ministre qui sont chargés du suivi et de la mise en œuvre de la politique de la Nation,

Excellence la Première Dame du pays,

Excellence Monsieur Sylvestre Ntibantunganya, ancien Président de la République du Burundi,

Excellences Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement et Responsables des services publics,

Excellences Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique et Consulaire, les Représentants des Organisations Internationales, chacun dans son rang et qualité,

Excellences Mesdames et Messieurs, tous les invités, tout protocole observé,

C'est avec un honneur et un sens élevé de responsabilité que je prends cette parole à l'occasion de cette présentation de la dédicace de cet ouvrage intitulé ***“Une Nation en marche (60 ans de pièges déjoués, NDAYISHIMIYE et le nouveau chapitre du Burundi).***

Quand on m'a présenté ce document, à tout Seigneur tout honneur on a commencé par moi, en voyant le nom mentionné, j'ai dit : « Qui peut se permettre d'écrire sur moi sans me

consulter » 2. Mais quand j'ai feuilleté les pages, j'ai constaté qu'on ne parle pas de moi ; je me suis senti apaisé. Donc j'ai trouvé que la publication de cet ouvrage constitue un moment important de réflexion nationale.

Moi, je me réjouis du fait que l'ouvrage est présenté devant les intellectuels assidus : je pense qu'avec cet ouvrage, j'aurai un appui dans mes fonctions ; j'ai trouvé que beaucoup d'intellectuels burundais ne savent pas lire. Ce n'est pas parce qu'ils ne savent pas lire, mais ils n'ont pas la volonté de lire. Donc ils ne peuvent pas connaître l'expérience des autres, ils ne peuvent pas savoir ce que les autres pensent. Aujourd'hui c'est une grande occasion pour nous conseiller entre nous. Ntibantunganya a parlé de moi. Quand vient le moment de parler des questions du Burundi, je suis mieux placé ; je pense que moi je suis parmi ceux qui ont suivi avec intérêt l'évolution de la situation au Burundi :

D'abord en citoyen qui a été frustré aussi par ce qu'on a vécu dans notre histoire, et c'est pour cela que j'ai participé à la lutte armée pour pouvoir changer les choses. Moi j'ai sillonné tout le pays à pied : je l'ai connu, j'ai écouté les enfants et les adultes. Ça veut dire que je sais ce dont le peuple a besoin.

Ensuite j'ai eu la chance de me retrouver parmi les premiers qui devaient changer les choses, puisque j'étais parmi les négociateurs qui ont négocié la paix pour le Burundi. J'étais le Chef de la délégation du CNDD-FDD pendant les négociations, j'étais aussi le Président du Comité de suivi de la mise en œuvre des accords. J'ai suivi tout le processus depuis le début jusqu'à la stabilisation de la société burundaise. Et dans cette révolution, j'ai occupé depuis la petite fonction jusqu'à la grande, puisqu'avant, j'ai été dans l'armée Chef d'Etat-major logistique, la logistique dans l'armée étant le cœur même de l'armée. Et vous savez que dans un pays où il n'y a ni armée ni police, ce pays n'a pas de pouvoir. Le pouvoir signifie, en effet, la force, et la force, c'est la force de l'armée et de la police.

Je me souviens que quand on était dans le processus, les politiciens ne comprenaient pas. Ce sont les militaires, les combattants qui comprenaient la réconciliation, le processus de rétablissement de la paix dans la société. Et les politiciens ne pouvaient faire autrement ; ils devaient suivre parce que comme dit le proverbe burundais, « c'est en roulant sur un rocher que l'eau de rivière parvient à faire du bruit ».

Après, j'ai occupé la fonction du Ministre de l'intérieur. Le développement communautaire était parmi mes attributions. C'était juste le début du processus de la décentralisation et du développement communautaire. Je sais que j'ai terminé mon mandat avec 26 projets de lois sur les réformes administratives.

Quand j'entamais la question de décentralisation, je me souviens que les ministres ne comprenaient pas. Parce que eux, ils connaissaient le centralisme absolu que nous avons connu dans l'histoire. Mon projet a été rejeté plus de trois fois. Il a fallu que je fasse un document explicatif, qui explique au Chef de l'Etat l'objectif. En effet, pour arriver au développement réel de notre pays, celui-ci doit commencer par les petites communautés, dans les familles.

C'est quand les citoyens travaillent qu'ils produisent, que les pouvoirs de l'Etat vont avoir des moyens, parce que les moyens de fonctionnement de l'Etat viennent du travail du citoyen via impôts et taxes. Quand vous payez les impôts et taxes, vous pouvez construire des routes, des hôpitaux, des écoles, payer les fonctionnaires. Si les citoyens ne produisent pas, vous êtes condamnés à la pauvreté. Si le secteur privé ne travaille pas, on n'aura pas de policiers, pas de militaires, ni de juges ; pas d'enseignants, pas de médecins. Alors, quel sera l'avenir de ce pays ? Le premier piège c'est cela. Comment nous avons vécu dans un pays où les citoyens ne produisent pas !

Aujourd'hui je me bats contre les entreprises privées, les opérateurs économiques qui se lamentent comme quoi on veut leur faire payer la taxe, l'impôt. Si vous ne payez pas l'impôt, si les voleurs viennent vous attaquer, qui sera à votre secours ? En effet, si les policiers ne sont pas payés, qui va vous secourir ? Mais vous pensez qu'il y a une autre source qui alimente le trésor de l'Etat. Il n'y en a pas.

Heureusement que je suis passé par plusieurs services ; je sais tout ça : après le Ministère, je suis devenu Chef de Cabinet militaire du Président de la République. C'est là où j'ai appris comment fonctionne le commandement suprême. Je suis descendu dans les services publics : j'ai été Directeur Général de la SOBUGEA, et j'ai su comment les sociétés paraétatiques fonctionnent. C'est là où j'ai découvert que ces sociétés paraétatiques ne contribuent pas au développement du pays. Quand j'ai demandé à une entreprise publique le rôle qu'elle joue dans le développement, le DG m'a répondu : « Nous payons l'impôt ». J'ai demandé : et l'actionnaire (l'Etat), reçoit-il des dividendes ? Jusque maintenant vous verrez

que les sociétés paraétatiques sont devenues comme des propriétés privées des DGs. Il faut tout changer.

Imaginez-vous, à la fin de l'année budgétaire, vous avez un déficit de quelques dizaines de milliards, et vous vous retrouvez dans les institutions publiques, les trésors sont pleins et on vous dit que l'Etat va s'endetter pour payer le reste à payer, alors que si vous allez dans ces institutions étatiques, il y a des fonds. Et quand vous dites que c'est du trésor, ils résistent. Le changement de mentalités commence par là. J'ai vu cela quand j'étais Directeur Général de la SOBUGEA, où quand les actionnaires partagent les dividendes : ce qui appartenait à l'Etat n'est jamais parvenu au trésor public parce que celui qui représentait l'Etat a considéré cela comme son bénéfice. C'était à l'AIR BURUNDI où j'ai découvert cela.

J'ai été Chef de Cabinet Civil du Président de la République, j'ai vu comment le pays tourne au niveau politique, économique et social. Je recevais tous les dossiers. J'ai été Ministre de la Sécurité Publique et j'ai vu. J'ai été aussi Secrétaire Général du Parti au pouvoir, là où j'ai appris quel est le rôle du parti au pouvoir dans le développement du pays.

Le parti au pouvoir, c'est la source de toutes les politiques de la nation, parce que le parti s'appuie sur les membres, la base. Le parti au pouvoir présente ce que veulent les citoyens membres mais aussi l'opposition.

Je me souviens que quand j'ai entamé les réformes administratives en diminuant les provinces et les communes, il y a l'opposant Honorable Agathon Rwasa qui a dit que j'ai volé son programme. Plutôt il devait se réjouir parce que son programme a été mis dans le Programme du gouvernement. C'est-à-dire que lui aussi a donné sa part. Mais j'ai entendu qu'il s'est lamenté, il a dit : « c'est ma politique, c'est mon programme, on me vole mon programme ». On l'a pris pour l'envoyer vers où ? Je me suis souvenu, ainsi, que quand on était dans la lutte armée, il y en a qui disaient : « Tugomba gufata igihugu » (Nous voulons prendre le pays) par les armes ». Oui mais le prendre pour l'amener où ? Parce que, effectivement, il y a un piège là-dedans. Prendre le pays pour l'amener où ? Vous mangez les aliments de ce pays, vous buvez l'eau de ce pays, vous dormez dans ce pays et vous dites, vous voulez prendre ce pays. Vous voulez le mettre sur vos têtes ?

C'est ça qui nous piège. Parce qu'on dit « vous êtes Président de la République, vous avez pris le pays ». C'est pour cela qu'il y en a qui ne veulent pas conseiller le Président de la

République, de disant : « Il faut qu'il échoue pour que moi aussi j'aie de la place », oubliant que si j'échoue c'est le pays qui échoue !

Vous en entendrez qui diront : « Non, on ne voudrait pas qu'il revienne en 2027 ». Moi je leur dis : « Est-ce qu'en 2027 je serai là ? Vous pensez que je suis immortel ? Pour décider sur moi en 2027, il faut d'abord penser que je suis un homme qui peut mourir aujourd'hui ». Plutôt il faut penser : « S'il n'est pas là aujourd'hui, qui va le remplacer » ? Etudier : « S'il mourrait aujourd'hui même, comment allons-nous chercher l'autre qui va le remplacer ». Mais on perd du temps en pensant : « Qu'il ne soit pas là seulement ».

C'est cela qui freine notre développement. Un autre dit : « Est-ce que moi je n'ai pas cette possibilité d'accéder là où il est » ? Il faut penser d'abord à ce que tu peux faire de ce poste.

10. Cet ouvrage m'a beaucoup intéressé parce qu'il parle beaucoup de changement de mentalités, de pièges, de réformes à faire. Moi je vous dis que je suis convaincu que le Burundi peut être un pays développé en moins de temps si nous changeons de mentalités, parce que tout y est. Je prends pour témoin Professeur Leonidas, ressortissant d'une commune qui était la plus pauvre du Burundi.

Quand je les conseillais, j'étais encore Secrétaire Général du Parti ; comme je le disais en tant que Secrétaire Général du Parti vous voyez les besoins des citoyens et puis vous donnez des conseils au Président de la République pour qu'il y ait planification pour la recherche de la solution pour les problèmes de ces citoyens.

Je suis allé en commune Mukike et j'ai vu comment les citoyens mourraient de faim. J'ai donné des conseils en disant : « Aussi longtemps que vous ne voudrez pas transformer nos ressources naturelles, vous resterez toujours pauvres ». Heureusement, Professeur Leonidas a été le premier à comprendre cela. Aujourd'hui, si vous allez dans cette commune, c'est la première commune rurale où les citoyens ont un bien-être réel. Ce n'est pas un mensonge, j'y vais souvent. Je leur ai prodigué les conseils en 2018. En 2020, Prof. Leonidas lui-même m'a dit : « **Nous allons vous montrer où vous allez ériger votre mémorial, parce que c'est vous qui avez ressuscité cette commune** ».

Alors, si dans moins de trois ans la commune qui était la plus pauvre est devenue la plus riche, que maintenant les citoyens s'achètent des villas ici en ville alors qu'ils n'avaient

absolument rien, imaginez-vous si on se levait ensemble comme ceux de la commune Mukike ! En moins de cinq ans le Burundi serait un pays émergent, si nous acceptons de changer aujourd'hui. C'est un exemple que je donne.

Le PAEEJ aussi est un exemple. Il y a un ami qui m'a dit, quand le PAEEJ a présenté ses réalisations, que nous n'avons peur de rien, que nous attaquons tout ce que nous voyons. En 2020, presque toute la jeunesse burundaise avait une plainte ; partout où je passais la chanson était la même : le chômage. Alors je me suis dit : « comment allons-nous résoudre ce problème, parce que tout le monde sait que pour gagner la vie il faut avoir un emploi à l'Etat ». Je me suis dit : « Est-ce que j'aurai du travail pour toute cette jeunesse » ?

J'ai dit non, je connais les stratégies : lorsque j'étais Ministre de l'Intérieur, je me suis exercé à ce qu'on appelle « approche participative ». Alors, j'ai dit : « Je comprends, mais partageons ce problème et cherchons ensemble la solution ». Et j'ai organisé la retraite des jeunes diplômés de haut niveau, souvenez-vous !

L'autre personne qui a témoigné m'a dit : « Vous osez ! Car moi je pensais que ces jeunes allaient vous lancer des pierres parce qu'ils étaient frustrés ». Mais j'ai osé les appeler, on a pris 2 ou 3 jours ensemble et on a tracé la voie de sortie, et voilà aujourd'hui la jeunesse burundaise est fière. Si on accepte de partager la situation ; de voir la même chose, d'avoir la même vision, le développement est facile. Le PAEEJ aujourd'hui est un exemple.

Cet ouvrage nous offre une lecture approfondie de notre trajectoire historique, surtout qu'il pose avec lucidité et objectivité des questions essentielles de l'avenir. Et ces questions sont : « Comment tirer des leçons de notre passé pour construire un Burundi plus fort, plus uni, plus réconcilié et résolument tourné vers le progrès ? » « Comment aussi sauvegarder les acquis » ?

Moi je suis un militaire : quand vous affrontez un ennemi ; quand vous occupez sa position, c'est-à-dire que le reste reste en arrière et l'ennemi devant. Il faut conserver les acquis parce que vous savez, quand vous gagnez un terrain pour l'occuper et que vous le perdez, pour y revenir vous allez payer plus de 5 fois ! C'est pour cela que si vous avez ceci, profitez et conservez cet acquis. Ce qui nous a toujours retarder, au Burundi, nous sommes dans un perpétuel recommencement.

C'est cela la raison d'être de la Vision. Dans les débats politiques, quand on discutait sur le plan national de développement, sur la constitution, on a trouvé que 5 ans de mandat étaient réduits à 3 ans. En trois ans tu peux faire quoi ? Vous savez, pendant les élections, le peuple est en débandade. Après les élections, il faut ramener l'unité de ce peuple pendant une année. Vous commencez le développement, le programme la 2ème année. La 3ème année et la 4ème année, vous commencez la campagne, et vous vous divisez encore. Vous avez au plus 3 ans. Qu'est-ce que vous pouvez faire pendant 3 ans. C'est pour cela que les politiciens ont décidé qu'il faut au moins avoir 5 ans.

Aujourd'hui je peux montrer ce que j'ai fait depuis 2020 jusqu'à ce jour. Les réalisations sont là. Mais je sais que si le mandat avait pris fin l'année passée, je n'aurais eu quoi montrer. Même le stade dont la construction a été la participation de tous les citoyens, vous voyez que l'on va l'inaugurer à la fin de ce mois ; on ne l'a pas encore terminé alors que c'était la participation de tout le monde.

Donc le problème majeur, c'est ce perpétuel recommencement. La solution n'est autre que faire une vision commune, comme ça si vous terminez votre mandat, l'autre va continuer la route. Mais si vous n'avez pas où aller, l'autre va recommencer et on restera dans le perpétuel recommencement, et on aura pas le développement.

La vision.... On dit que c'est ma Vision. Ce n'est pas ma Vision. C'est la Vision du Burundi, c'est la Vision des Burundais. Oui il y a toujours le promoteur, c'est ce que j'ai dit au Président Ntibantunganya : « Mu mfyisi haboneka nyamyoma » (parmi les loups, c'est celui qui crie fort qui est en vue ». Au début on disait « la Vision du Chef de l'Etat », mais c'est la Vision du Burundi.

Sinon lisez même dans la bible. Il est vrai que c'est Moïse qui a reçu la Vision. Dieu n'a pas réuni tout le peuple israélite pour lui dire : « Voilà je veux vous ôter des mains de pharaon ; je vais vous mettre dans le pays du lait et du miel ». Il a parlé à Moïse. C'est lui qui connaissait le pays. Dieu a dit à Moïse de les amène dans le pays promis.

Et c'était promis il y avait plus de 400 ans. Mais nous on veut se développer en un jour. Ce qu'on a détruit, moi je ne parle pas de 60 ans de pièges, c'est depuis 1903 parce que le Royaume du Burundi était un royaume organisé : il n'y avait pas ces vocables « hutu-tutsi ». Je le confirme, le Burundi c'est comme une famille, une tribu, qui est constituée des lignées, mais on est parvenu à nous diviser. Donc les pièges débutent en 1903. Je donne un seul

exemple. Avant on fabriquait des houes, des serpettes, des lances, des flèches ; les forgerons forgeaient. Depuis 1903, est ce qu'un Murundi a fabriqué une houe ? Le premier piège a été d'abord de détruire la structure socio-économique du pays.

Si c'était moi aussi j'aurais fait la même chose. Les Burundais ont résisté pendant 7ans contre la colonisation allemande en utilisant des lances et des flèches. Si c'était vous, vous commenceriez par où si vous gagnez ? Interdire la fabrication des armes non ? Il fallait anéantir les forgerons, anéantir cet esprit de fabrication des armes. Est-ce qu'aujourd'hui on peut jeter le tort à ce colon après 60 ans ? C'est parce qu'on est resté piégé.

Aujourd'hui je me réjouis que nous ayons entamé une école. Ce que Honorable Suguru a dit, moi je suis tout à fait d'accord avec, parce qu'on marche mais on est toujours à l'école. On a dépassé l'étape « dé-dé-dé » ; maintenant quand même on marche debout, mais on est à l'école pour enlever ces pièges qui ont été tendus devant nous. Le premier piège primordial, si nous parvenons à le briser, ce sera fini : c'est le terme « ETAT » qu'on veut interpréter en Kirundi, alors qu'en kirundi ce concept n'existe pas. Avant la colonisation, on ne connaissait pas le mot « État ». Comment s'appelait alors le Burundi ?

Aujourd'hui on dit : « Abagize Reta bakoranye » (' ceux qui forment l'Etat se sont réunis). 13 ministres se sont réunis et le Chef, le Président de la République. Le piège, c'est que l'on a mis ce terme en imposant la dictature, et vous savez que pendant la dictature on dit l'Etat c'est moi. On a passé plus de 60 ans dans cette dictature où « l'Etat c'est moi ». « Apportez les œufs apportez le beurre », « ne mangez pas la viande », « ne mangez pas le beurre », « ne mangez pas les œufs », c'est destiné aux dirigeants ! C'est ce que disait le colon. C'est ainsi que la chose publique est devenue chose privée. « Je suis l'Etat ». Jusqu'à aujourd'hui on dit « abagize Reta » (Ceux qui composent l'Etat). Même les fonctionnaires !

Je donne toujours l'exemple : le 1er mai, les revendications des syndicats, c'est le dialogue entre l'employeur et l'employé. Moi je dis : Je suis tout à fait d'accord. Les fonctionnaires de l'Etat, mettez-vous à côté. Les employeurs des services privés eux ont leur patron. J'ai dit aux fonctionnaires : « Cherchons ensemble notre employeur pour dialoguer ». Ils m'ont regardé dans les yeux, et moi je leur ai dit que je suis aussi fonctionnaire de l'Etat. Mais à cause de ce piège, je suis « l'Etat », et ils grèvent contre moi. Les enseignants vont grever contre l'Etat, c'est-à-dire contre le Président de la République. Alors, si vous vous absentez au travail, où est ce que vous allez trouver le salaire ? Parce qu'on ne sait pas. Pour eux, il y a une Entreprise qui s'appelle « Etat » dont le DG est le Président de la République :

« Donnez-nous, donnez-nous ». Allons aux finances ! Mais ils ne savent pas où le Ministre des finances trouve vos salaires, à cause de ce piège de l'Etat.

Si nous parvenons à briser ce vocable « Etat », immédiatement on avance. Le problème c'est ça ; le colon, il faut qu'ils acceptent qu'on le dise, lui il n'avait pas l'intention de bien faire dans nos pays. Le Burundi était un pays bien organisé avec le roi, l'armée, tous les organes de l'Etat étaient bien organisés jusqu'à la base. Alors comment venir civiliser celui qui était déjà civilisé ? S'ils avaient de bonnes intentions, on allait coopérer et travailler ensemble. Mais ils ont voulu tout détruire et prendre tout ce qui est chose publique dans leurs mains. Alors qu'une société bien faite est faite d'un « triangle base en bas », le peuple étant le fondement de tous les pouvoirs publics de l'Etat.

Le Président de la République est le citoyen que le peuple choisit pour être au-dessus de tous les citoyens, au-dessus de tous les dirigés, pas pour marcher sur eux ! Il est le berger mais le peuple n'est pas un troupeau de moutons ; vous n'êtes pas des suiveurs, les citoyens ne sont pas des suiveurs. Vous, leaders, vous êtes des guides ; vous leur montrez où nous allons, où la société va. Ce sont eux qui travaillent, mais les moutons attendent qu'on les amène au pâturage. Les moutons attendent toujours.

Vous verrez que même les intellectuels surtout, sont là à demander : « Donne-moi du travail », « le salaire est bas » ..., vous attendez que l'on vous amène quelque part dans un service. Ça veut dire que vous êtes devenus des moutons ; vous attendez seulement. « Je n'ai pas à manger », « nous sommes pauvres », « regardez cette pauvreté »....

Qu'est-ce que tu es en train de faire pour quitter cette pauvreté ? Vous attendez quelqu'un pour vous dire où il y a un pâturage, et vous allez brouter et puis après il va vous faire rentrer, c'est-à-dire à la retraite. Qui est content quand l'âge de la retraite arrive ? Vous ne verrez personne content, parce qu'il ne voit pas où aller.

Vous ne voulez pas terminer le mandat parce que vous dites : « Je suis déjà membre de l'Etat, je ne peux pas redescendre, alors je ne veux pas quitter » ; on ne veut pas être en dessous de ce que l'on a été. Si vous avez été DG, vous restez DG. Même mon Chef de protocole dans les cités on l'appelle « DG », alors qu'il n'est plus DG. « Honorables députés », alors que vous avez terminé le mandat il y a longtemps ! Vous n'êtes plus représentant du peuple. C'est parce que vous ne voulez pas retourner au sein des citoyens. Si on parvient à briser ce piège, ce sera fini.

Normalement, quand on fait confiance en vous pour être au-dessus, il faut être fier et assumer. Mais vous dites : « J'ai la chance maintenant d'aller manger ». Cet Etat est devenu « mangement », « c'est mon tour ». Les politiciens disent dans leur jargon « *DUNATU* » (*Duhe Natwe Turye : Donnez-nous ; il faut que nous mangions nous aussi*).

J'ai donné l'image de ce chien sur le cou duquel on a attaché un bâton où est accroché un morceau de viande de tel sorte qu'il voie le morceau devant lui. Le chien veut manger le morceau. Mais quand il avance pour le prendre, le morceau aussi avance. Est-ce que ce chien peut avoir l'initiative d'aller chasser ? Jamais.

On a accroché cela à celui qu'on appelle « l'Etat » ; un « richard riche » ; une « vache laitière » qui ne tarit pas. Celui qui accède là-bas, il s'assoie ; il ne veut pas quitter. Les autres pensent qu'il est en train de manger effectivement parce qu'il dit « l'Etat c'est moi » ; la chose publique lui appartient. Il donne à qui il veut et refuse à qui il veut. Alors, tout le monde voudra y aller par force ; de gré ou de force. Et les politiciens se battent pour toujours parce que si tu arrives là-bas et que les autres sont en-dessous, eux-mêmes voulant aller là-bas et vous ne le voulez pas, voilà le combat qui commence ; c'est l'instabilité, et le pays ne se développera jamais.

Ce livre m'a donné beaucoup d'idées sur ce que je voyais avant. Donc chers amis, surtout vous les intellectuels, ce combat n'est pas dans le monde des paysans. Alors comment allez-vous changer de mentalités tant que vous ne savez pas que la viande qui est accroché là est un piège pour vous éviter de faire des initiatives ? Si vous regardez comme ça, vous ne saurez pas qu'il y a une richesse qui se cache, des ressources naturelles que le Bon Dieu a placées ici. C'est pour cela qu'on n'a jamais vu que nous avons une richesse énorme : nos ressources naturelles. Moi j'ai eu la chance de grandir dans une situation où je n'avais pas de tuteur, je gagnais ma propre vie, je me cherchais le minerval pendant les vacances. Si vous êtes quémandeur, jamais vous ne serez riches.

Vous l'avez mentionné, il y a eu un abus d'une bonne culture burundaise de solidarité. Maintenant, un jeune sans rien prépare son mariage, et il sait que s'il vous invite, vous allez donner. Est-ce que c'est vous qui allez vivre avec sa famille ? Il va faire une très bonne carte d'invitation coûtant cher mais il n'a rien. Cette carte, c'est pour montrer qu'il est bien matériellement.

Les pays africains veulent vivre de l'aide des pays développés. Moi je l'ai dit, en tout cas ces pays développés n'ont rien reçu que nous n'avons pas. Nous avons tout, mais le problème est que nous ne voulons pas travailler. Or, nous sommes créés pour ça. Moi je l'ai dit, il faut savoir ce pourquoi tu as été créé.

Pourquoi tu as été créé, pour faire quoi ? Pourquoi vous n'êtes pas un mouton ou une vache ? Vous êtes un être pensant. C'est parce que Dieu voulait que vous continuiez la création. Est-ce qu'on a cette volonté de continuer la création ? Les pays riches sont des pays où les citoyens ont eu la conscience de continuer la création. Alors chez nous aussi, ne pensez pas à manger sans avoir travaillé. Si vous ne voulez pas travailler, ne mangez pas non plus ! Beaucoup de fonctionnaires disent : « Je vais au travail ». Si vous lui posez la question de savoir ce qu'il va faire, il dit : « Je vais au travail ». Et vous attendez le salaire !

Nous sommes debout, on a commencé la marche, le pays est en marche, on s'est réveillé. Ce qui reste, c'est la discipline et la vitesse. La Vision appelle toujours la discipline et la consistance. Vous travaillez aujourd'hui ? Dits-vous : « Qu'est-ce que j'ai réalisé » ? Conservez les acquis et avancez ! Quand j'ai initié la réforme budgétaire, je suis devenu ennemi des fonctionnaires. Quand je parle d'un budget-programme, il faut d'abord avoir un programme et demander le budget. Vous n'allez pas faire la même chose l'année prochaine, ce sera autre chose. Mais vous voyez la résistance qu'il y a !

La corruption, c'est si elle était devenue une culture, parce qu'il y en a qui disent : « Laissez-nous manger, même les autres ont mangé ». Si les autres ont été fautifs, faut-il continuer dans cette même logique ? Certes on parle de continuité de l'Etat. Si les autres ont tué des citoyens, il faut que le Président de la République continue de tuer les citoyens ? Ce n'est pas la continuité de l'Etat dans le mal, c'est la continuité dans la voie du développement.

J'ai initié les réformes minières. Maintenant il y a une résistance. Et il y a un investisseur étranger qui m'a dit : « Est-ce que chaque fois qu'il y a un nouveau régime vous allez changer de lois » ? J'ai dit que la loi est toujours dynamique. « Seulement il y a des dispositions qui vous font quitter de l'ancien système au nouveau système. Donc vous n'allez pas perdre mais vous devez vous adapter à la loi ». Avant-hier, on me disait qu'il y a une société qui a porté plainte contre l'Etat du Burundi. J'ai vu effectivement la lettre. Je me suis moqué d'eux. Imaginez-vous une société mixte qui va porter plainte contre son actionnaire ! Il y a toujours des pièges. Moi j'ai demandé si celui qui a porté plainte a consulté les actionnaires au moins.

L'Etat est aussi actionnaire. La loi est bien précise. L'article 258 stipule qu'on donne 90 jours aux anciens contractants pour revenir renégocier le contrat minier conformément au nouveau code. Et au lieu de venir, ils ont fui et aujourd'hui ils portent plainte. C'est comme ça qu'il y a des sociétés mixtes qui étaient là pour voler l'Etat.

Pour trancher le problème qui était à Kira Hospital, qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai dit que Kira Hospital est une société mixte. Kira Hospital va là-bas. Les actionnaires, vous allez là-bas. Kira Hospital, vous nous dites chacun ce qu'il a apporté comme actions. C'est là où on a manqué un seul actionnaire : Swiss Made. Il était où ? C'était supposé que Kira Hospital était devenu Swiss Made. C'est dire que la Société mixte devient actionnaire, parce qu'ils ont vu que les fonctionnaires n'ont pas le temps d'analyser.

Global Port, ça a été la même chose. Pour trancher j'ai dit Global Port va là-bas, les actionnaires allez là-bas. Global Port, dites-nous ce que chaque actionnaire a apporté. Si nous ne comprenons pas ce vocable, l'Etat c'est quoi, on aura toujours des problèmes.

La Société African Mining, on l'a vendue à un Privé et on a amené le dossier au Conseil des Ministres pour avaliser la vente, alors que l'Etat est actionnaire. Imaginez-vous un Ministre qui prépare un dossier d'une société mixte où l'Etat a des actions. On vend cette société, et c'est le Ministre qui amène le dossier au Conseil des ministres pour avaliser. Est-ce que celui-là peut développer son pays ? Il n'a pas le temps.

Avec ce piège seulement, on peut écrire beaucoup de livres. C'est ça le nœud des problèmes.

J'ai la chance que les intellectuels se réunissent, peut-être qu'ils vont se ressaisir et commencer à marcher. Sinon les simples citoyens sont en marche et sont loin. Vous avez vu qu'il y a de belles maisons, des villas à l'intérieur du pas. Mais il y a un fonctionnaire qui vient de passer 50 ans à la Fonction publique qui ne peut pas se construire une maison ; il loue toujours alors que le paysan, qui a commencé à zéro, a une villa à l'intérieur. Les autres sont en marche, le problème que nous avons, ce sont les intellectuels, les soi-disant leaders dont je fais partie. Mais moi j'ai terminé cette école, je ne peux pas être piégé.

C'est pour cela que je prends beaucoup de temps pour enseigner les autres. Changez, changez vous-mêmes, le Burundi changera. Mais si les responsables des services publics ne changent pas, soyez rassurés, 2040 n'aura pas lieu.

Quand vous parlez du système éducatif, il y a des gens qui m'écrivent des messages disant que l'éducation est à la base du développement. Je dis : « J'ai beaucoup d'éduqués, beaucoup de docteurs. Mais pourquoi on ne se développe pas » ? Imaginez-vous avoir des docteurs qui ne peuvent rien faire !

La réforme éducative ? Depuis 2020, le Ministre de l'Education Gaspard, demandez-lui, le vice-président est témoin, la première instruction que j'ai donnée, c'était de faire d'abord la réforme éducative.

D'abord nous savons où nous allons et de quelles têtes nous avons besoin en première année, puis en 2ème année, 3ème année,.... C'est cela qui va vous permettre de planifier les cours qu'ils vont apprendre. Il y en a qui ont même critiqué l'école fondamentale. J'ai dit que lorsque nous étions à l'école primaire, on pouvait refaire huit fois la 6ème année. Est-ce qu'aujourd'hui c'est possible ? Est-ce qu'on va jeter tous ces enfants de 11ans ? On laisse un enfant partir à la maison, il deviendra paysan. Il faut au moins chercher comment il va quitter l'école ayant un esprit de discernement ! Si vous laissez un enfant de 11ans aller devenir paysan, le reste devant lui c'est se marier. Alors il va se marier à 16 ans. Est-ce qu'il y a un développement là-dedans ?

Quand j'ai commencé mes fonctions, c'était la première chose que j'ai demandé au Ministre : la réforme éducative. Demandez à Gaspard, même le Ministre d'aujourd'hui, c'est la première instruction que j'ai donnée. Mais on ne le fait pas. Pourquoi ? Posez cette question. Prof. Leonidas, posez-vous cette question à la Commission. C'est parce qu'il y a la résistance. On veut rester toujours dans les vices du passé.

Le second piège est ce néocolonialisme : je vais manger comme le Blanc, je vais m'habiller comme le Blanc, je vais vivre comme le Blanc, il y en qui vont jusqu'à dire, lorsqu'on fait des réformes, que les Blancs ne vont pas accepter cela ! S'il y a un problème, moi je cours vers les Blancs, si je suis chômeur je sais que le Blanc va me sauver... Et c'est un piège idéologique parce qu'il vous transforme idéologiquement. C'est de là où j'ai appris que le mot « civilisation » finalement, c'était formater nos esprits pour y mettre autre chose. Alors, nous formater aujourd'hui devient un problème, parce que celui-là qui vous a formaté est toujours là ; il veut que vous restiez comme ça pour que vous alliez demander de l'aide, quémander toujours. Vous allez vivre aux dépens de moi, n'allez pas exploiter les minerais...etc.

Quand on a fait la réforme du code minier, j'ai vu des partenaires qui sont venus me dire : « Vous devez faire ceci, cela ». Je sais jusque maintenant que ce qu'on appelle « Partage de la production sur le principe gagnant-gagnant », personne ne comprendra. Les fonctionnaires seront corrompus en disant le principe gagnant-gagnant c'est ceci cela, mais il n'y a pas à passer par mille chemins : le principe gagnant-gagnant, c'est ce que vous avez apporté dans notre projet. Quel pourcentage ?

Le Nickel de Musongati a une valeur de 208 milliards de dollars. Vous amenez 2, 5 milliards comme fonds d'exploitation. L'Etat a amené 208 milliards parce que les minerais coûtent 208 milliards, et ils appartiennent exclusivement à l'Etat. Alors vous allez réaliser vos bénéfices. Vous apportez la technologie, on va payer les intérêts de ce capital, on va payer la technologie, ça va alors prendre combien ? Comme ça on calcule les pourcentages. On partage la production gagnant-gagnant.

Ceux qui avaient l'habitude de corrompre, ils vont corrompre les fonctionnaires. Mais malheureusement pour eux, ce sera adopté par le Conseil des Ministres. Même si les fonctionnaires vont être corrompus, je ne serai pas corrompu au Conseil des Ministres. Donc il ne faut pas perdre de temps parce que les permis sont octroyés par décret. C'est pour cela que les gens ne sont pas fiers de cette réforme du secteur minier.

Chers intellectuels, chers Universitaires, chers Cadres, changeons aujourd'hui. Ne dites plus nous allons en Europe. Ils ont les mêmes chasses que nous. Ils sont intellectuels, nous sommes des intellectuels ; ils ont les ressources naturelles, nous avons les ressources naturelles. D'ailleurs aujourd'hui, c'est l'hiver, c'est la neige. Mais chez nous le climat, c'est ce que nous avons de plus.

Vous allez voir ; les Présidents qui ont parlé comme moi ont été persécutés. Si aujourd'hui dans le monde des intellectuels on dit, même les entrepreneurs ou opérateurs économiques, « qu'il ne revienne plus en 2027 », ce n'est pas parce que je fais du mal pour eux, mais parce que je suis en train d'opérer des réformes. Ils ne voudraient pas que ça change.

Si je parle de la digitalisation, c'est pour pousser ces fonctionnaires à travailler. Ils ne veulent pas mais nous devons les pousser à travailler.

C'est pour cela que j'ai voulu créer une nouvelle génération, cette jeunesse. Je crois qu'avec cette jeunesse, nous allons réformer cette société. Si les jeunes aujourd'hui acceptent de travailler à la main pour extraire les minerais, c'est parce que je leur ai dit : « Vous êtes des machines : par ce que vous avez fait, nous allons acheter des machines ». Eux ils acceptent. Quel est ce fonctionnaire qui l'accepterait ? Quand on était en 7ème, il fallait s'habiller en chemises longues manches. Les parents allaient travailler aux champs, vous restiez au lit, parce que vous aviez évolué. Quelle serait la production de notre génération si nous étions comme ça ? Longues manches toujours, *abasirimu* les évolués ! On a évolué comme ça. Aujourd'hui vous voulez récolter quoi chez notre génération ? Il faut plutôt créer une nouvelle génération, et comme ça on pourra évoluer ensemble. Les adultes, vous êtes d'accord ?

Samuel est là, le DG de BBN ? Il est le Professeur d'université qui avait accompagné les jeunes ingénieurs miniers et géologues. Il y a un ancien ministre qui m'a critiqué un jour lorsque j'étais avec les jeunes, disant que ces jeunes en qui je faisais confiance ne savent même pas ce qu'est l'argent, qu'ils vont être corrompus par 100 dollars seulement. Je lui ai dit : « Vous avez été Ministre. De quoi pouvez-vous vous vanter » ? En tant qu'adulte et ancien Ministre des mines, vous pouvez vous vanter de quoi ? Acceptez les autres travailler s'ils veulent travailler ».

Aujourd'hui, Ntibantunganya, heureusement, a compris ; il est devenu comme jeune. Parce que les autres disent : « Si vous travaillez bien, c'est-à-dire que vous voulez montrer que les autres n'ont pas travaillé, que vos prédécesseurs n'ont rien fait ». Il y en a qui le disent comme ça. Ils ont fait ce qu'ils ont fait, il faut accepter que l'autre fasse autre chose, et puis on va en montant. Si on veut rester dans le statu quo, la jalousie... Hum !

Je suis content que les simples citoyens ont compris, vous avez vu pendant les élections pourquoi ils ont voté pour un seul programme. C'est qu'ils ont compris la Vision. Ils ont dit : « Nous allons voter pour le programme et non pour tel ou tel. Il n'y a plus de Hutu ou de Tutsi ». Maintenant tu ne peux pas te vanter je suis Hutu, je suis Tutsi. Montrez ce que vous valez.

Chers amis, j'ai pris trop de temps, c'est parce que je suis devenu enseignant moi aussi : je dois enseigner le changement de mentalités ; je dois accepter de critiquer la société. Savez-vous pourquoi les autres sociétés ont été guéries ? Il y avait des écrivains qui critiquaient la

société, qui donnaient des solutions, qui disaient non il est temps de faire ceci ; etc. Mais chez nous, c'est critiquer seulement. « Vous faites mal ; vous faites mal ».

Si vous étiez Président de la République, qu'est-ce que vous feriez ? Il y en a qui disent : « Vous n'avez pas assez de devises ». Je leur dis : « Montre-moi où les trouver. Avez-vous un robinet dont jaillissent les devises » ? Les devises viennent du travail. Mais ils vont me critiquer. « A l'Etat il y a des devises » ! C'est toujours cette mauvaise conception de l'Etat.

Je suis devenu enseignant pour le changement de mentalités. Je me dévoile, je suis en train de vous formater moi aussi pour y mettre autres choses. Devenons une Nation en marche et marchons ensemble, comme ça nous allons combattre cette pauvreté, et le Burundi sera développé,

je vous remercie.